

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**

**Place Bonaventure, portail Sud-Est
800, rue de La Gauchetière Ouest
7 ième étage**

Montréal

Québec

H5A 1L6

FAX pour soumissions: (514) 496-3822

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Place Bonaventure, portail Sud-Est
800, rue de La Gauchetière Ouest
7^e étage
Montréal
Québec
H5A 1L6

Title - Sujet Produits pour le lavage de véhicule	
Solicitation No. - N° de l'invitation W0106-16R115/A	Date 2016-05-31
Client Reference No. - N° de référence du client W0106-16R115	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$MTA-550-13883
File No. - N° de dossier MTA-6-39003 (550)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-07-11	Time Zone Fuseau horaire Heure Avancée de l'Est HAE
Delivery Required - Livraison exigée .	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Guernon (mta550), Émile	Buyer Id - Id de l'acheteur mta550
Telephone No. - N° de téléphone (514)496-3585 ()	FAX No. - N° de FAX (514)496-3822
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE Base de Soutien Valcartier Édifice 110 & CSEM-4 COURCELETTE Québec G0A4Z0 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	4
1.4 COMPTE RENDU	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....	4
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	4
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	4
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	4
2.4 LOIS APPLICABLES	5
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	5
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	5
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....	6
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	6
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	7
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	8
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE	8
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	8
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES	9
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	9
PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	9
A. OFFRE À COMMANDES	9
7.1 OFFRE.....	9
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	9
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	9
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	9
7.5 RESPONSABLES.....	10
7.6 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	11
7.7 INSTRUMENT DE COMMANDES.....	11
7.8 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	11
7.9 LIMITATION FINANCIÈRE.....	11
7.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	12
7.11 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	12
7.12 LOIS APPLICABLES	12
B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	12
7.1 ÉNONCÉ DES BESOINS	12
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	12

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W0106-16R115/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0106-16R115

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTA-6-39003

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTA550
N° CCC / CCC No/ N° VME - FMS

7.3	DURÉE DU CONTRAT	13
7.4	PAIEMENT	13
7.5	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION	13
7.6	CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	13
ANNEXE « A ».....		14
	ÉNONCÉ DES BESOINS	14
ANNEXE « B ».....		14
	BASE DE PAIEMENT	14
ANNEXE « C ».....		15
	LISTE COMPLÈTE DES ADMINISTRATEURS	15
ANNEXE « D » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES.....		16
	INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	16

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires: comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :

7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des Besoins, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique, Attestation et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

- 1.2.1 Demande d'offre à commandes individuelles régionale (OCIR) pour la fourniture, au fur et à mesure des besoins, les produits nécessaires au lavage des véhicules commerciaux de la Cie de Transport du 5^e Bataillon de Services du Canada de l'édifice 110 et des véhicules militaires de l'édifice CSEM 4 des secteurs d'entraînement de la Base de Soutien Valcartier. Fournir également en consignment les contenants, pompes et systèmes de distribution des produits nécessaires au fonctionnement des baies de lavage. Tous les produits doivent être en conformité avec l'Énoncé des besoins décrit à l'annexe «A» qui fait partie intégrante de la présente demande ainsi que de l'offre à commandes résultante.

L'utilisateur désigné est le Ministère Défense Nationale situé à Valcartier, Québec.

La période de cette offre à commandes est de la date d'émission et pour une période de deux (2) ans + une (1) année d'option que seul le Canada peut exercer.

1.2.2 «Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).»

1.3 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

1.4 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2016-04-04) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

2.1.1 Clauses du *Guide des CCUA*

[A3015T \(2014-06-26\), Attestation – Soumission](#)

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

2.3 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins **DIX (10) jours civils** avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans

ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.4 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur (au Québec) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

- Section I : offre technique (2 copies papier)
- Section II : offre financière (1 copie papier)
- Section III: attestations (1 copie papier).
- Section IV: Renseignements supplémentaires (2 copies papier)

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique (Voir Annexe «A» ci-jointe)

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière (Voir Annexe «B» ci-jointe)

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec « l'annexe B, Base de paiement » ci-jointe. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.1.1 Paiement électronique de factures – offre (Voir Annexe «D» ci-jointe)

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe «D» Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe «D» Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

Section IV: Renseignements supplémentaires

Fournir les fiches techniques et signalétiques pour chacun des produits offerts avec votre offre.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.1 Évaluation technique

Il est obligatoire de fournir les documents techniques/descriptifs, fiches signalétiques des produits que vous offrez afin de permettre leur évaluation technique. À défaut de ce faire, l'offre sera jugée non recevable.

Vous devez démontrer dans votre offre technique que vos produits sont conformes avec toutes les caractéristiques mentionnées à l'Annexe «A» ci-jointe.

- 1- Conformité à la description des besoins énumérés dans l'Annexe «A» ci-jointe.

- 2- Acceptation des conditions établies dans la demande d'offre à commandes.

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

- A) Fournir la littérature technique/descriptive reliée aux produits offerts dans votre offre.
- B) Fournir les fiches signalétiques pour chacun des produits offerts dans votre offre.
- C) Pour chacun des produits offerts, fournir un numéro de certification et date d'échéance pour une certification EcoLogo ou Green Seal avec votre offre.

4.1.2 Évaluation financière

- 1- Conformité à la base d'établissement de prix selon l'annexe «B» ci-jointe.
- 2- Les offrants sont tenus de soumettre des prix fermes pour chacun des articles mentionnés à l'annexe «B» ci-jointe.
- 3- L'évaluation financière portera sur la base des prix soumis pour la période ferme de l'offre à commandes et l'année d'option proposée. (Voir l'annexe «B» ci-jointe)

4.1.2.1 Clause du Guide des CCUA [M0222T](#) (2016-01-28), Évaluation du prix – offrants établis au Canada et à l'étranger.

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Clause du *Guide des CCUA*

M0031T (2007-05-25), Méthode de sélection – critères techniques obligatoires seulement

- 1- Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix global évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes (OAC).
- 2- Le prix global le plus bas sera déterminé par la valeur totale des prix unitaires (produit dilué) X les quantités approx. pour la période des deux (2) années fermes + l'année d'option.
- 3- Nous prévoyons émettre qu'une seule offre à commandes.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter avec son offre la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Attestations additionnelles requises avec l'offre

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée (Voir Annexe «C» ci-jointe)

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#)

http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

7.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe «A» ci-jointe.

7.2 Exigences relatives à la sécurité

7.2.1 L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

[2005 \(2016-04-04\)](#), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées **de la date d'émission et pour une période de deux (2) ans.**

7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre **pour une période supplémentaire d'une (1) année, à partir de la fin de la 2^e année**, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes **90 jours avant la date d'expiration** de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

7.4.3 Points de livraisons

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe «A» de l'offre à commandes.

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Émile Guernon
Spécialiste en approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Bureau régional du Québec
800 rue de la Gauchetière Ouest, Suite 7300, Montréal (Québec) Canada, H5A 1L6
Téléphone: 514.496.3585
Télécopieur: 514.496.3822
Courriel: emile.guernon@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.3 Représentant de l'offrant

(Le représentant de l'offrant sera identifié dans l'offre à commandes.)

Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer :
Renseignements généraux & Suivi de la livraison

Nom : _____

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W0106-16R115/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0106-16R115

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTA-6-39003

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTA550
N° CCC / CCC No/ N° VME - FMS

Titre : _____
N° de téléphone : _____
N° de télécopieur : _____
Courriel : _____

7.5.4 Contact chez le ministère-client
(à être complété par le Canada lors de l'adjudication).

Pour toute information relative à la facturation et/ou aux paiements, vous pouvez communiquer avec:

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

7.6 Utilisateurs désignés

Les utilisateurs désignés autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes sont :
Adj Gallant et Cplc Maltais. (Voir Annexe «A» ci-jointe)

7.7 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire
(PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes).

7.8 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser **5000.00\$**
(taxes applicables incluses).

7.9 Limitation financière

(Sera complété au moment de l'émission de l'offre à commandes résultante)

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de \$, (taxes applicables excluent) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou **trois (3) mois** avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

7.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2016-04-04), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services;
- d) les conditions générales 2029 (2016-04-04), Conditions générales - biens ou services (faible valeur);
- e) l'Annexe «A», Énoncé des Besoins;
- f) l'Annexe «B», Base de paiement;
- g) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*), (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'émission de l'offre: « clarifiée le _____ » ou « telle que modifiée le _____ » et insérer la ou les date(s) de la ou des clarification(s) ou modification(s)*).

7.11 Attestations et renseignements supplémentaires

7.11.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

7.12 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur _____ (*insérer la loi de la province ou du territoire précisée par l'offrant dans son offre, s'il y a lieu*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Énoncé des Besoins

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

2029 (2016-04-04), Conditions générales - biens ou services (faible valeur) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W0106-16R115/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0106-16R115

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTA-6-39003

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTA550
N° CCC / CCC No/ N° VME - FMS

L'article 12, Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2029 (2016-04-04), Conditions générales - biens ou services (faible valeur) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.4 Paiement

7.4.1 Base de paiement

Clause du *Guide des CCUA* H1000C Paiement unique (2008-05-12)

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

7.4.2 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI).

7.5 Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

7.5.1 Les factures doivent être distribuées comme suit :

- A) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

7.6 Clauses du *Guide des CCUA*

A2000C	Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)	2006-06-16
A2001C	Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)	2006/06/16
C2000C	Taxes-entrepreneur établi à l'étranger	2007/11/30
D0018C	Livraison et déchargement	2007/11/30
G1005C	Assurances – aucune exigence particulière	2016/01/28

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W0106-16R115/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0106-16R115

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTA-6-39003

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTA550
N° CCC / CCC No/ N° VME - FMS

ANNEXE « A »
ÉNONCÉ DES BESOINS

Voir document ci-joint

////////////////////////////////////

ANNEXE « B »
BASE DE PAIEMENT

Voir document ci-joint

////////////////////////////////////

N° de l'invitation - Solicitation No.
W0106-16R115/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0106-16R115

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTA-6-39003

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTA550
N° CCC / CCC No/ N° VME - FMS

ANNEXE « C »

LISTE COMPLÈTE DES ADMINISTRATEURS

AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES

***INSCRIRE TOUS LES NOMS, PRÉNOMS DES ADMINISTRATEURS EN
CARACTÈRES D'IMPRIMERIE***

N° de l'invitation - Solicitation No.
W0106-16R115/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0106-16R115

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTA-6-39003

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTA550
N° CCC / CCC No/ N° VME - FMS

ANNEXE «D» de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

(A être complété par l'offrant)

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;



Baies de Lavage des Véhicules Militaires et Commerciaux
Compagnie de Transport – 5^e Bataillon des Services du Canada
et
Champs de Tir et Secteurs d'Entraînement
2^e Division du Canada – Base de Soutien Valcartier

Annexe A

ÉNONCÉ DU BESOIN

1. TITRE

Baies de lavage de véhicules

2. OBJET

Fournir au fur et à mesure des besoins, les produits nécessaires au lavage des véhicules commerciaux de la Compagnie de Transport du 5^e Bataillon de Services du Canada de l'édifice 110 et des véhicules militaires de l'édifice CSEM 4 des Secteurs d'entraînement de la Base de Soutien Valcartier.

Fournir également en consignment les contenants, pompes et systèmes de distribution des produits nécessaires au fonctionnement des baies de lavage.

3. PÉRIODE VISÉE PAR L'OFFRE

De la date d'émission, pour une période ferme de deux (2) ans plus une période optionnelle d'une année.

4. CONTEXTE

LAVAGE EXTÉRIEUR DES VÉHICULES MOTEURS

- 4.1. Les véhicules militaires à laver proviennent habituellement des secteurs d'entraînement de la Base de Soutien Valcartier et ils peuvent accumuler de grandes quantités de boue, de glaise, de sable et de terre. Les véhicules commerciaux sont habituellement utilisés sur les chemins publics, mais il arrive également qu'ils soient utilisés sur des chantiers et ils peuvent donc accumuler également quantité de résidus de toutes sortes. L'offrant devra considérer ce qui précède et ainsi proposer des produits en mesure de réaliser un nettoyage efficace.
- 4.2. Pour procéder au lavage extérieur des véhicules moteurs, les baies de lavage sont situées à deux endroits sur la base. Ces installations ne sont ventilées que naturellement; une ventilation mécanique d'appoint (présente dans un lieu) n'étant utilisée exclusivement qu'en cas de détection de monoxyde de carbone en concentration supérieure aux normes en vigueur. Il n'y a pas d'accès à de l'eau chaude pour faire des mélanges dans ces installations. Elles sont toutefois munies de systèmes de traitement primaire et secondaire (décanteur, séparateur eau-huile, boues activées) pour les eaux résiduaires.

Note : Préalablement à toute application de produit sur et sous les véhicules, il est sous-entendu que le premier lavage à l'eau qui utilise le système d'arrosage pression (d'environ 2100-2300 livres de pression) vise à déloger et à enlever la majorité des accumulations de sable, de terre et de boue; de sorte que l'application unique de savon (avec brossage manuel au besoin) puisse compléter le nettoyage des saletés résiduelles.

- 4.3. Le savon doit pouvoir se dissoudre complètement dans l'eau froide et être assez efficace pour déloger les saletés résiduelles suite à un brossage manuel au besoin. Le produit ne devra toutefois pas altérer le



revêtement extérieur des véhicules. Il pourra être utilisé et dilué selon les recommandations du fabricant, et être appliqué à l'aide d'un jet à basse ou haute pression. La température de l'eau utilisée est d'environ 10 degrés Celsius.

- 4.4. Le produit de lavage doit être pleinement efficace en tenant compte des facteurs suivants : utilisé sans traitement et avec traitement des eaux résiduelles; avec ou sans l'utilisation d'un produit de rinçage. Les fiches signalétiques à jour et les bulletins techniques devront être fournis pour chaque produit.

5. RESPONSABILITÉS DE L'OFFRANT

- 5.1. L'offrant s'engage à ce qu'un de ses représentants se rendre sur place (2 points de consommation) au minimum une fois par mois pour vérifier le bon fonctionnement du système et vérifier du même coup si les contenants ont besoin d'un remplissage.
- 5.2. De plus l'offrant doit pouvoir répondre dans les 8 heures ouvrables à un appel de service que ce soit pour le remplissage d'un des produits ou pour une réparation ou un ajustement du système de distribution des produits.
- 5.3. Les produits devront être livrés en vrac de façon à ce qu'aucune intervention ou manipulation de la part du personnel affecté aux baies de lavage ne soit requise pour le remplissage des réservoirs.
- 5.4. Le livreur de l'offrant devra procéder au remplissage des réservoirs directement à partir de son véhicule de service. Aucun contenant autre que les réservoirs déjà en place ne devra être laissé sur place par l'offrant et il ne sera pas permis de remplacer un contenant déjà sur place par un contenant plein à moins d'un bris.
- 5.5. L'installation et la mise en marche de toutes les composantes du matériel qui doit être laissé en consignment doit être faite, sans frais, par l'offrant.

Note : Comme les produits devront être transvidés, l'offrant doit être en mesure de contenir ou de récupérer tout déversement du concentré.

6. RESPONSABILITÉS DU MDN

- 6.1. Le Ministère de la Défense nationale fournira 1 sortie d'eau ½ pouce NPT, 1 sortie d'air ½ pouce NPT ainsi que le courant électrique à moins de 2 mètres des équipements en consigne.

7. FORMATION

L'entrepreneur devra donner une formation sur place, sans frais, sur l'utilisation de son système au début de la période de validité de l'offre à commandes.

8. ÉQUIPEMENT EN CONSIGNATION

L'offrant s'engage à installer, à laisser en consignment et à assurer l'entretien sans frais, et ce pour toute la durée de l'offre à commandes, l'équipement suivant :

8.1. Édifice 110, Compagnie de Transport :

- 8.1.1. Système d'application à dilution automatique pour le savon non toxique;
8.1.2. Réservoir entre 600 et 1000 litres incluant la base du réservoir si nécessaire.

8.2. Édifice CSEM 4, Champs de Tir et Secteurs d'Entraînement (CTSE) :

- 8.2.1. Système d'application double à dilution automatique pour le savon non toxique;
8.2.2. Système d'application double pour le nettoyeur-dégraissant;
8.2.3. Réservoir entre 600 et 1000 litres, avec couvercle incluant la base du réservoir si nécessaire, diamètre maximum du réservoir de 48 pouces.



Le coût de location relié à ces équipements devra être indiqué séparément à la base de paiement ci-jointe.

9. PRODUITS SELON POINTS DE CONSOMMATION

9.1. Édifice 110, Cie de Transport :

9.1.1. **Produit #1 (Savon non toxique)**, biodégradable, ininflammable, faiblement moussant et ne contenant ni solvant chloré ou caustique. Le savon doit être également assez efficace pour déloger (suite à un premier lavage à l'eau ayant enlevé les accumulations importantes de terre, de sable et de boue) les saletés résiduelles suite à un brossage manuel au besoin. Le savon doit pouvoir être utilisé avec un séparateur d'huile conventionnel, un séparateur à plaque coalescente ou un réservoir à décantation. Il peut être utilisé par jet à basse pression (environ 70 livres de pression).

9.2. Édifice CSEM 4, Champs de Tir et Secteurs d'Entraînement (CTSE) :

9.2.1. **Produit #1 (Savon non toxique)**, biodégradable, ininflammable, faiblement moussant et ne contenant ni solvant chloré ou caustique. Le savon doit être également assez efficace pour déloger (suite à un premier lavage à l'eau ayant enlevé les accumulations importantes de terre, de sable et de boue) les saletés résiduelles suite à un brossage manuel au besoin. Le savon doit pouvoir être utilisé avec un séparateur d'huile conventionnel, un séparateur à plaque coalescente ou un réservoir à décantation. Il peut être utilisé par jet à basse pression (environ 70 livres de pression).

9.2.2. **Produit #2 (Nettoyeur-Dégraisseur)** pour métaux, biodégradable, ne contenant pas de solvant chloré ou caustique. De plus, il doit pouvoir déloger des produits pétroliers tenaces tels que, huiles, graisses et goudrons sur tous les types de surfaces tels que métaux mous, plastiques, caoutchoucs et surfaces peintes, et ce, sans les endommager. Il peut être utilisé par jet à basse pression (environ 70 psi).

10. INSPECTION

10.1. Le MDN se réserve le droit d'effectuer une inspection de conformité dans les sites où l'équipement en consigne aura été installé.

11. PÉRIODE DE TRANSITION

11.1. L'entrepreneur choisi coordonnera le remplacement de l'équipement en consignation avec l'entrepreneur actuel s'il y a lieu à chacun des sites. Un délai de deux (2) semaines est assuré pour enlever les équipements installés et reprendre les produits non utilisés à chaque site prévu à l'offre à commandes.

11.2. À la fin de la période de validité de l'offre à commandes, l'entrepreneur remboursera les produits non utilisés.



12. CONDITIONS OBLIGATOIRES :

- 12.1. Les produits proposés doivent être performants en eau froide.
- 12.2. Les produits proposés doivent être non toxiques. Les produits offerts ne peuvent afficher les symboles SIMDUT suivants : B, B2 et D1. Les produits doivent être absents de potentiel toxique pour les utilisateurs et le personnel opérateur des lieux lors des applications.
- 12.3. Les soumissionnaires doivent fournir un numéro de certification EcoLogo ou Green Seal. (ou l'équivalent) ainsi que la date d'échéance pour chacun des produits offerts.
- 12.4. Les produits offerts doivent être livrés en vrac uniquement. Aucune manipulation de produits par le personnel du MDN.
- 12.5. Le représentant de l'offrant doit effectuer, au minimum, une visite par mois pour chacun des deux points de consommation.
- 12.6. Les fiches signalétiques et techniques des produits proposés doivent accompagner votre offre.
- 12.7. L'utilisation des produits proposés doit pouvoir être effectuée sans équipement de protection individuelle mis à part des lunettes de sécurité

13. ADRESSES DE FACTURATION :

- 13.1. Adresse #1
Compagnie de Transport
Édifice 110, Baie de Lavage
Base de Soutien Valcartier
C.P. 1000, Succ. Forces
Courcellette, QC, G0A 4Z0

Représentant désigné du MDN :
Adjudant Gallant, 418-844-5000 poste 4209
Keven.Gallant@forces.gc.ca
- 13.2. Adresse #2
Champs de Tir et Secteurs d'Entraînement (CTSE)
Édifice CSEM-4, Baie de Lavage
Base de Soutien Valcartier
C.P. 1000, Succ. Forces
Courcellette, QC, G0A 4Z0

Représentant désigné du MDN :
Caporal-chef Maltais, 418-844-5000 poste 3673
Bernard.Maltais@forces.gc.ca

14. ÉVALUATION FINANCIÈRE DES OFFRES

Les produits proposés (produits #1 et #2) qui répondent aux conditions obligatoires précitées seront évalués sur un seul critère soit le plus bas taux de dilution recommandé par le fabricant du produit pour utilisation avec eau froide versus le prix du produit.

L'entreprise gagnante sera celle qui obtiendra le prix de rentabilité (quantité/prix) le plus bas pour le MDN selon la formule suivante :

"Prix par litre du concentré" ÷ ("Parties de concentré + "Parties d'eau recommandées")

Le même calcul sera effectué pour le produit #2 (nettoyeur-dégraissage).

Par la suite, on additionne les « prix par litre du produit dilué prêt à l'emploi » des produits #1 et #2 d'un même offrant et celui ayant obtenu le prix global le plus bas sera retenu pour l'émission de l'offre à commandes.

Le prix global le plus bas sera déterminé par la valeur totale des prix unitaires (produit dilué) X les quantités approx. pour la période de deux (2) années fermes + une (1) année d'option.

Exemple :

Produit #1 (savon non toxique) :

Soumissionnaire A : 2.89\$/litre ÷ (1 partie de concentré + 9 parties d'eau) = **0.29\$**

Soumissionnaire B : 3.38\$/litre ÷ (1 partie de concentré + 7 parties d'eau) = **0.42\$**

Soumissionnaire C : 3.08\$/litre ÷ (1 partie de concentré + 6 parties d'eau) = **0.44\$**

Produit #2 (nettoyeur-dégraissage) :

Soumissionnaire A : 2.62\$/litre ÷ (1 partie de concentré + 1 parties d'eau) = **1.31\$**

Soumissionnaire B : 2.71\$/litre ÷ (1 partie de concentré + 3 parties d'eau) = **0.685\$**

Soumissionnaire C : 1.90\$/litre ÷ (1 partie de concentré + 2 parties d'eau) = **0.63\$**

Calcul pour obtenir le prix global le plus bas :

Soumissionnaire A : 0.29\$ + 1.31\$ = **1.60\$**

Soumissionnaire B : 0.42\$ + 0.68\$ = **1.10\$**

Soumissionnaire C : 0.44\$ + 0.63\$ = **1.07\$**

Résultat :

Soumissionnaire C serait le gagnant avec le prix de rentabilité (quantité/prix) le plus bas pour le MDN.

Nota : Advenant le cas où un des produits proposés ne rencontre pas les performances de nettoyage souhaitées par les différentes baies de lavage, l'entrepreneur sera invité à effectuer un test de son produit directement à la baie de lavage du CSEM 4.

Si suite à ce test, le produit est jugé insatisfaisant, le Canada se réserve le droit de recourir, à ses frais, à une firme indépendante pour une évaluation du produit. Si cette étude révèle que le taux de dilution doit être revu à la baisse, le Canada se réserve le droit de se retirer de l'offre à commandes.

15. MÉTHODE DE SÉLECTION

Pour être jugée recevable, une soumission doit satisfaire toutes les conditions obligatoires de la présente demande d'offre à commandes. On recommandera l'offre recevable ayant obtenu le prix de rentabilité (quantité/prix) le plus bas pour le MDN pour les trois (3) années aux fins d'adjudication de l'offre à commandes.

Annexe B

BASE DE PAIEMENT

1. PARTIE FERME – 1^{ère} année

De la date d'émission et pour une période de 12 mois.

Prix unitaires fermes en dollars canadiens excluant les taxes applicables, rendus droits acquittés (DDP), à chacun des édifices indiqués au tableau :

No Art.	Description	Unité de distribution	Prix unitaire 2016-2017
Site # 1 – Édifice 110			
1	Savon non toxique Produit offert : _____ Code de produit : _____ Taux de dilution le plus bas recommandé par le fabricant pour utilisation avec eau froide: ____/____ Quantité approximative de consommation prévue annuellement : 3,000 Litres.	Litre	_____ \$ du litre
2	Équipement en consignment	LOT	_____ \$
Site # 2 – Édifice CSEM 4			
3	Savon non toxique Produit offert : _____ Code de produit : _____ Taux de dilution le plus bas recommandé par le fabricant pour utilisation avec eau froide: ____/____ Quantité approximative de consommation prévue annuellement : 3,000 Litres.	Litre	_____ \$ du litre
4	Nettoyeur-dégraisseur Produit offert : _____ Code de produit : _____ Taux de dilution le plus bas recommandé par le fabricant pour utilisation avec eau froide: ____/____ Quantité approximative de consommation prévue annuellement : 2,000 Litres.	Litre	_____ \$ du litre
5	Équipement en consignment	LOT	_____ \$

2. PARTIE FERME – 2^e Année

De la date de fin 1^{ère} période pour une période de 12 mois

Prix unitaires fermes en dollars canadiens excluant les taxes applicables, rendus droits acquittés (DDP), à chacun des édifices indiqués au tableau :

No Art.	Description	Unité de distribution	Prix unitaire 2017-2018
Site # 1 – Édifice 110			
1	Savon non toxique Produit offert : _____ Code de produit : _____ Taux de dilution le plus bas recommandé par le fabricant pour utilisation avec eau froide: ____/____ Quantité approximative de consommation prévue annuellement : 3,000 Litres.	Litre	_____ \$ du litre
2	Équipement en consignment	LOT	_____ \$
Site # 2 – Édifice CSEM 4			
3	Savon non toxique Produit offert : _____ Code de produit : _____ Taux de dilution le plus bas recommandé par le fabricant pour utilisation avec eau froide: ____/____ Quantité approximative de consommation prévue annuellement : 3,000 Litres.	Litre	_____ \$ du litre
4	Nettoyeur-dégraisseur Produit offert : _____ Code de produit : _____ Taux de dilution le plus bas recommandé par le fabricant pour utilisation avec eau froide: ____/____ Quantité approximative de consommation prévue annuellement : 2,000 Litres.	Litre	_____ \$ du litre
5	Équipement en consignment	LOT	_____ \$

3. PÉRIODE OPTIONNELLE

De la date de fin de la 2^e période pour une période de 12 mois

Prix unitaires fermes en dollars canadiens excluant les taxes applicables, rendus droits acquittés (DDP), à chacun des édifices indiqués au tableau :

No Art.	Description	Unité de distribution	Prix unitaire 2018-2019
Site # 1 – Édifice 110			
1	Savon non toxique Produit offert : _____ Code de produit : _____ Taux de dilution le plus bas recommandé par le fabricant pour utilisation avec eau froide: ____/____ Quantité approximative de consommation prévue annuellement : 3,000 Litres.	Litre	_____ \$ du litre
2	Équipement en consignation	LOT	_____ \$
Site # 2 – Édifice CSEM 4			
3	Savon non toxique Produit offert : _____ Code de produit : _____ Taux de dilution le plus bas recommandé par le fabricant pour utilisation avec eau froide: ____/____ Quantité approximative de consommation prévue annuellement : 3,000 Litres.	Litre	_____ \$ du litre
4	Nettoyeur-dégraisseur Produit offert : _____ Code de produit : _____ Taux de dilution le plus bas recommandé par le fabricant pour utilisation avec eau froide: ____/____ Quantité approximative de consommation prévue annuellement : 2,000 Litres.	Litre	_____ \$ du litre
5	Équipement en consignation	LOT	_____ \$